

# **Dette, austérité**

# **C'est pas aux peuples de payer!**

*Faire des sacrifices*

*AAA*

*On a trop dépensé*

*Agence de notation*

*On vit au dessus de nos moyens*

*TVA sociale*

*Rassurer les marchés*



*Nous sommes en faillite*

## **Il y a des alternatives!**

## **Audit citoyen de la dette**

« il faut rembourser la dette », nous répète t on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation de la France, se plier aux exigences des agences de notation ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. Avons nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont ils asséché les budgets ?

Cette dette a t elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut elle être considérée en partie comme illégitime ?

**Conférence / débat**

**Mardi 28 février**

**20h, Salle de la manu, 10 Boulevard Stalingrad**

**Nantes**

Comme dans de nombreuses villes et départements, un collectif local pour un audit citoyen de la dette publique vient de se constituer .Il vous appelle à signer massivement l'appel national relayé par plus de 50 organisations nationales pour exiger un audit citoyen et porter le débat public et démocratique au cœur de la société sur la réalité de la dette et les alternatives pour en sortir. Pour signer en ligne l'appel : [www.auditcitoyen.org](http://www.auditcitoyen.org)

## La dette publique : nouveau champ spéculatif des marchés financiers

Après la spéculation sur l'immobilier américain, sur les produits alimentaires mondiaux, le pétrole ou les matières premières, aujourd'hui, ils s'attaquent aux ressources publiques des états, réussissant la prouesse de transformer leur crise en une crise de la dette publique.

« Nous vivons au dessus de nos moyens », la rengaine que nous assèment nos gouvernants et les grands médias ne correspond à aucune réalité : la part des dépenses publiques dans les richesses créées dans notre pays n'a pas augmentée depuis 20ans.

Chacun en mesure tous les jours les conséquences à travers le recul de la protection sociale, du service public et de l'accroissement du chômage et de la pauvreté.

Les peuples n'ont aucune responsabilité dans cette crise délibérément entretenue par les détenteurs du capital financier. Nous refusons le discours culpabilisateur et mensonger asséné par nos gouvernements pour rassurer les marchés avec des plans d'austérité qui enfoncent nos économies dans la récession.

## Des solutions existents : désarmons la finance !

Il faut exiger :

- Que le BCE prête directement aux états et annule la part illégitime de leurs dettes sur la base d'audits citoyens.
- Une réforme fiscale réduisant les écarts de revenus et de patrimoine, et établissant une juste contribution des hauts revenus et des dividendes.
- La suppression des niches fiscales et une lutte efficace contre la fraude et l'évasion fiscale.
- La mise en place d'une taxation des transactions financières
- La séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt.
- La constitution d'un pôle public bancaire , dégagé du pouvoir des actionnaires privés, et rétablissant la monnaie et le crédit comme biens publics au service de la solidarité et des investissements nécessaires à une relance économique et une reconversion écologique créatrices d'emplois.

## Pour faire entendre la voix des peuples, nous exigeons d'en débattre sur la place publique!

Dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, nous vous appelons à participer à cet audit citoyen de la dette publique. Avec les organisations qui soutiennent cette démarche et tous ceux qui veulent nous rejoindre, nous nous engageons à faire vivre ce débat. Seule la mobilisation du plus grand nombre, peut nous permettre de nous faire entendre auprès des décideurs (gouvernements, patronat, élus).

## La dette publique : résultat de 30 ans de politiques néolibérales

En abandonnant aux banques privées depuis 1973 en France et depuis le traité de Maastricht en Europe, la maîtrise du crédit, les États se sont contraints à se financer à des taux d'intérêt élevés sur les marchés financiers plutôt que de pouvoir emprunter à des taux très faibles aux banques centrales et à la BCE. Sans les charges d'intérêt accumulées fixées par ces marchés, aucun état européen n'aurait de dette insupportable aujourd'hui. En France, les intérêts versés aux opérateurs financiers représentent 50 milliards d'euros chaque année sur le budget de l'état, soit presque l'équivalent du budget de l'éducation nationale. La seconde grande cause de la dette provient directement des cadeaux fiscaux et sociaux consentis aux riches et aux grandes entreprises. Fraudes et Niches fiscales, impôt allégé pour les plus riches, exonérations patronales de charges sociales, part croissante de la valeur ajoutée au profit des actionnaires et au détriment des revenus du travail ont réduit considérablement les recettes de l'état. Ces recettes perdues pourraient couvrir aujourd'hui totalement le déficit budgétaire et celui de la sécurité sociale.

